



ONG-ÉTAT : CHACUN SON MÉTIER

Ce qu'il est convenu d'appeler le « devoir d'ingérence » a une longue histoire en Afghanistan, depuis les premières missions humanitaires des ONG françaises dans les années 1980, au moment de l'occupation du pays par l'Union soviétique. Aujourd'hui, ce ne sont plus quelques ONG qui s'ingèrent dans le pays, mais l'ONU, l'Otan, les Etats-Unis et les pays occidentaux, avec 70 000 soldats et la bénédiction du gouvernement de Kaboul. Fin 2001, l'intervention américaine contre les talibans et Al-Qaida devait être rapide. La sécurité était supposée permettre la reconstruction, puis le processus politique, avec une « empreinte légère » des acteurs étrangers. Force est de constater, pourtant, que les troupes occidentales ne cessent de croître pour faire face à une insurrection grandissante depuis 2006. Il y a certes eu d'importants progrès sur le terrain (écoles, santé, médias, télécommunications, routes, élections et institutions, etc.) mais aussi des difficultés considérables (insécurité, drogue, corruption, mauvaise gouvernance). Et la tendance semble plutôt à la détérioration. A Kaboul, récemment, j'ai été frappé par le climat délétère qui règne, le manque de confiance de la population et une très grande pauvreté aggravée par la crise alimentaire. Sept ans après « l'ingérence » de la communauté internationale, incarnée ici par la coalition occidentale, un enfant sur quatre meurt encore avant l'âge de 5 ans, une femme sur onze décède encore des suites de l'accouchement. Et l'Afghanistan vient en 174^e position, sur 178 pays, en termes de développement humain. A Kaboul, ce sont des ONG comme Solidarités qui apportent l'eau et l'assainissement dans sa périphérie – dans une ville passée de 1,7 million d'habitants en 2004 à 4 millions aujourd'hui.

Inaugurant le nouveau centre de crise du ministère des affaires étrangères le 2 juillet dernier, Bernard Kouchner se félicitait que l'on soit passé du devoir au droit d'ingérence, puis à la responsabilité de protéger adoptée en 2005 par l'ONU. Et il ajoutait : « Qui pense que la solution en Afghanistan soit seulement diplomatique, seulement militaire ou seulement humanitaire ? » Cette stratégie, fondée sur la règle des « 3 D » (diplomatie, défense, développement), pose de sérieux problèmes aux personnels humanitaires dont l'un des principes est l'indépendance indispensable à l'impartialité des secours. Aux yeux des ONG, il faut bien veiller à ne pas confondre ingérence humanitaire et ingérence politique. A chacun ses responsabilités.

Or, loin de ses ambitions initiales, hélas, la conférence internationale de soutien à l'Afghanistan réunie à Paris le 12 juin dernier s'est limitée à des promesses d'aide de 21 milliards de dollars, en reportant après l'élection présidentielle afghane de 2009 la nécessaire rupture sur la gouvernance et la réconciliation. Lors de la conférence, les ONG – qui se reconnaissent dans un devoir humanitaire mais pas dans une ingérence politique aussi bien intentionnée soit-elle – ont demandé que la priorité soit donnée aux besoins des populations, à l'agriculture, au respect des structures sociales, religieuses et de la gouvernance locale. Aujourd'hui, l'enjeu est de gagner la paix et les moyens militaires n'y suffiront pas sans solution politique qui permette de reconstruire l'unité nationale. L'ONU doit s'y atteler, en sachant que les Afghans sont la clé du succès. ■

ALAIN BOINET

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉS

WWW.SOLIDARITES.ORG

AFGHANISTAN